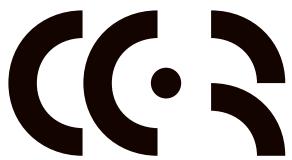


Canadian Council
for Refugees Conseil canadien
pour les réfugiés

-
- **Winnipeg**
18 au 20 novembre

**De meilleurs voisins :
Construisons les communautés
dont nous avons besoin**

Rapport de la consultation 2025



Introduction

La consultation 2025 s'est tenue à Winnipeg, du 18 au 20 novembre, sur le thème **De meilleurs voisins : Construisons les communautés dont nous avons besoin**. Fidèles à notre engagement en faveur d'une immigration pro-mobilité, pro-équité et antiraciste, cette consultation nous a donné l'occasion de nous regrouper et de repenser la manière dont nous allons avancer en tant que secteur. Le secteur de l'immigration et des réfugiés est confronté à des coupes drastiques, tant au niveau du nombre de personnes accueillies par le Canada que du financement de nos organismes, et il existe un sentiment politique de plus en plus répandu selon lequel notre système d'immigration est «défaillant». Dans ce contexte, les membres et les partenaires se sont réunis à Winnipeg pour explorer les moyens d'approfondir les relations au sein de nos communautés et entre elles, y compris avec les peuples autochtones, afin de nous soutenir mutuellement de manière tangible et de construire les communautés dont nous avons besoin.

Parmi les participants figuraient des personnes nouvellement arrivées, des représentants d'organismes non gouvernementaux (ONG), des étudiants, des membres de la communauté, des travailleurs migrants, des représentants du gouvernement et des défenseurs des droits humains de tout le Canada.

La consultation en chiffres !

368 participants

3 plénières

15 ateliers

3 caucus

51 personnes-ressources

32 modérateurs/animateurs

40 bénévoles

Faits saillants

Plénière d'ouverture : «On fait mieux ensemble : faire grandir le soutien public pour les personnes immigrantes et réfugiées»

Les panélistes, provenant de différentes régions du pays et s'exprimant à partir de points de vue variés, ont souligné la nécessité pour nos organismes d'adapter nos façons de réagir face à la montée des discours et des positions d'extrême droite. Les échanges ont mis en évidence l'importance d'un engagement à long terme pour neutraliser les discours qui divisent et renforcer le soutien public envers les personnes immigrantes et réfugiées, notamment par le biais de la campagne du CCR «On fait mieux ensemble». Les messages clés étaient les suivants :

- La solidarité intersectionnelle est essentielle pour engager nos communautés — la diversité des voix apporte des perspectives différentes et permet de rejoindre un plus grand nombre de personnes.
- Il est essentiel de s'organiser autour des histoires de personnes ayant une expérience vécue, et de leur permettre d'être à l'avant-plan pour les raconter. Ces histoires nous aideront à mobiliser nos bases de soutien et, par leur intermédiaire, à rejoindre d'autres publics qui pourront être convaincus de ressentir et de réaliser qu'on fait mieux ensemble.



Plénière du milieu : Discours liminaire de l'honorable Malaya Marcelino, ministre du Travail et de l'Immigration du Manitoba

La ministre Marcelino a parlé de «Un Manitoba» et des efforts de la province pour permettre aux premiers peuples, aux personnes réfugiées et aux personnes non autochtones établies au Canada de travailler ensemble afin de bâtir un avenir meilleur pour tous. Parmi ses messages clés :

- Une bonne politique d'immigration signifie accueillir toute la famille. Les gouvernements doivent aller au-delà du simple accueil d'individus, car les gens s'épanouissent et apportent leur contribution lorsqu'ils sont entourés de leur famille.
- Mobiliser et faire évoluer les attitudes du public n'est pas chose facile, mais il faut aller à la rencontre des gens dans différents milieux, rejoindre les personnes là où elles se trouvent et leur rappeler que les personnes nouvellement arrivées ont des droits.



Plénière de clôture et assemblée générale

- La présidente sortante du CCR, Diana Gallego, a livré des remarques revenant sur son parcours au sein du CCR et sur les réalisations importantes de l'organisme, notamment le lancement de la campagne «On fait mieux ensemble» et l'obtention du statut de résident permanent pour 115 000 personnes protégées. Elle a également souligné le travail que le CCR doit poursuivre afin de protéger les droits des personnes réfugiées, des personnes migrantes et de l'ensemble des personnes nouvellement arrivées.
- Asma Faizi (Afghan Women's Organization) a été élue nouvelle présidente du CCR, et Basel Abou Hamrah (Edmonton Newcomer Centre) a été élu nouveau vice-président.



Résolutions

À la suite des discussions tenues lors de la réunion du groupe de travail Immigration et Établissement (I&É), une résolution a été soumise et adoptée par les membres lors de l'assemblée générale annuelle. Cette résolution réaffirme l'engagement du CCR envers la vérité et la réconciliation avec les communautés autochtones.

Pour lire le texte intégral de la résolution, veuillez cliquer [ici](#).

Conclusions tirées des ateliers

15 ateliers ont été tenus, organisés par les trois groupes de travail du CCR, dont deux ateliers conjoints, ainsi que des ateliers animés par le Comité exécutif et le Réseau des jeunes. Les enjeux ont été examinés sous différentes perspectives, et chaque séance a permis de dégager des apprentissages ainsi que des recommandations possibles en matière d'action ou de plaidoyer. Voici quelques faits saillants tirés d'un échantillon de ces ateliers :

Comment soutenir les personnes qui perdent leur statut

Cet atelier visait à approfondir la compréhension des participants quant aux expériences et aux défis auxquels font face les personnes qui perdent leur statut au Canada.

- Les panélistes ont souligné la nécessité pour les organismes de continuer à se renseigner et à se tenir informés des changements rapides dans les politiques qui touchent les personnes sans statut au Canada.
- Le terme «illégal» ne devrait jamais être utilisé pour définir un être humain. Il implique une criminalité alors que ces personnes essaient simplement d'échapper à la persécution, aux violations des droits humains et à la pauvreté.
- La perte de statut est une chose profondément préjudiciable et difficile à éviter pour beaucoup, d'autant plus que les politiques changent constamment. Nous aidons les gens à venir, mais nous ne les aidons pas nécessairement à rester. Cela doit changer.

Bâtir un terrain d'entente : personnes nouvellement arrivées et réfugiées, colons et communautés autochtones en dialogue

Les personnes participantes ont été encouragées à réfléchir aux points de convergence entre les expériences de racisme et de colonialisme vécues par les peuples autochtones et celles des personnes nouvellement arrivées qui s'établissent au Canada, et à explorer comment ces expériences communes peuvent nous rassembler.

- Les organismes expriment généralement un fort intérêt à s'engager dans des partenariats avec les peuples autochtones et dans des démarches de réconciliation, mais avec des niveaux variables de préparation pour passer à l'action concrète.
- Les résultats du sondage préalable à l'atelier indiquent qu'un soutien ciblé — comme du mentorat en matière de financement, des programmes de formation et des espaces d'apprentissage partagé — pourrait renforcer de façon significative les capacités au sein du réseau du CCR.

Mise en place des programmes 'Sanctuary for Scholars' au Canada

Cet atelier portait sur la création et la mise en œuvre de programmes Sanctuary Scholars, comme ceux de l'Université métropolitaine de Toronto et de l'Université York, qui facilitent l'accès aux études pour des personnes ayant un statut d'immigration précaire.

- De tels programmes reposent sur une collaboration entre différents services administratifs au sein des universités afin de garantir que les critères d'admission soient inclusifs et accessibles, un processus qui peut également prendre du temps.
- Placer l'expérience vécue des étudiants et universitaires déplacés au centre des démarches est essentiel, notamment par la création d'espaces éducatifs ciblés et d'associations étudiantes permettant de sensibiliser davantage.
- Même si le système postsecondaire au Canada traverse une période difficile, on observe une prise de conscience croissante de la nécessité de rendre les universités plus accessibles aux personnes réfugiées et aux personnes migrantes.

Nafeer : causes profondes des déplacements au Soudan

Dans le contexte du conflit et de la crise en cours au Soudan, cet atelier a offert un aperçu des principales causes des déplacements forcés, des obstacles à l'établissement de la paix dans la région, ainsi que des pistes de solidarité et de soutien envers les communautés soudanaises au Canada.

- Il existe un besoin urgent d'aide humanitaire pour les personnes soudanaises, et cette aide doit être mise en œuvre en collaboration avec des organismes locaux
- Les panélistes ont exhorté le gouvernement canadien à imposer un embargo sur les armes et à instaurer des restrictions commerciales ciblées à l'encontre des Émirats arabes unis jusqu'à ce que ce pays cesse de fournir des armes aux forces de soutien rapide au Soudan.

Pas d'échappatoire au racisme : dénoncer le racisme anti-palestinien dans les communautés, les politiques et le système d'accueil des réfugiés au Canada

Les intervenants de cet atelier ont examiné comment le racisme anti-palestinien se manifeste dans le système d'accueil des réfugiés, les institutions et les communautés canadiennes censées accueillir les personnes nouvellement arrivées.

- Le racisme anti-palestinien est présent dans différents espaces, y compris dans le secteur de l'immigration et des personnes réfugiées, qui devrait être un lieu de protection — et non de reproduction de préjugés ou de violence.
- Les personnes intervenantes ont souligné qu'un thème récurrent des politiques canadiennes d'immigration à l'égard des Palestiniens est celui de la déshumanisation : les Palestiniens se voient refuser une empathie humaine de base et sont souvent perçus comme des terroristes, à moins de prouver le contraire.
- La réaction du Canada au génocide en Palestine contraste fortement avec sa réaction à la guerre en Ukraine, soulignant l'effacement et l'exclusion délibérés des Palestiniens.



Briser les silos : renforcer la collaboration intersectorielle

Cet atelier a examiné comment des coalitions se sont formées autour des défis auxquels elles étaient confrontées et comment elles les ont surmontés, en particulier dans le secteur des réfugiés et de l'établissement.

- Les deux exemples de collaboration examinés lors de l'atelier portaient, d'une part, sur le travail conjoint de refuges pour personnes en situation d'itinérance et d'organismes d'établissement à Winnipeg afin de répondre aux besoins des personnes demandeuses d'asile, et, d'autre part, sur la collaboration entre IRCC, des organismes communautaires, des employeurs et d'autres partenaires pour mettre en œuvre le Projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique (PVAME).
- Parmi les principaux constats tirés de ces exemples, on retient l'importance d'éviter les logiques territoriales, de demeurer flexibles, et le fait qu'une collecte de données rigoureuse peut appuyer efficacement les efforts de plaidoyer.

Technologie et surveillance en contexte migratoire : risques et opportunités

Les panélistes de cet atelier ont discuté de l'utilisation des technologies numériques dans le domaine de la migration, en explorant à la fois les risques et les opportunités que ces technologies représentent pour les migrants et les fournisseurs de services.

- Les intervenants ont souligné que le discours entourant l'augmentation du nombre de personnes migrantes et réfugiées, ainsi que l'allongement des délais de traitement, peut servir à justifier le recours à des technologies et à des algorithmes opaques et incertains.
- Le développement de ces outils d'intelligence artificielle sans transparence ni consultation d'experts peut créer de nouveaux risques importants pour les personnes migrantes et réfugiées.

Voies après un refus : explorer les recours post-demande et les voies humanitaires vers la résidence permanente

L'atelier a examiné les options juridiques et procédurales offertes aux personnes dont la demande d'asile a été refusée, notamment l'examen des risques avant renvoi (ERAR), les recours en appel ainsi que les demandes de report ou de sursis à la mesure de renvoi.

- La procédure d'appel après le rejet d'une demande d'asile est extrêmement complexe. Il n'existe pas de voie directe, les informations sont parfois inaccessibles et le risque d'expulsion est élevé.
- Il est nécessaire de mieux équiper les professionnels qui accompagnent les personnes dont les demandes ont été rejetées, afin qu'ils puissent respecter les délais et anticiper les étapes suivantes.

Contester l'Entente sur les tiers pays sûrs : repenser le plaidoyer et la mobilisation

Cet atelier a fait le point sur les contestations judiciaires en cours contre l'ETPS, tout en examinant les répercussions concrètes de l'application de la loi actuelle et des exceptions à la frontière.

- Un intervenant du mouvement pour le climat a expliqué comment le mouvement pour les droits des réfugiés peut tirer parti des enseignements du mouvement pour la justice environnementale afin de poursuivre ses efforts en vue d'éliminer l'ETPS.

-
- Des idées ont été proposées pour poursuivre le plaidoyer contre l'ETPS, notamment en mettant de l'avant les témoignages de personnes touchées par cette législation, en tissant des liens avec les personnes et les communautés vivant près de la frontière, en formant des coalitions plus larges (par exemple avec des communautés des Premières Nations et des groupes américains), et en travaillant à l'atteinte d'objectifs plus ciblés.

Résister à l'effacement : droits LGBTQIA+, projets de loi à la frontière et lutte pour la liberté de circulation

À travers le prisme spécifique de l'expérience des personnes migrantes et réfugiées LGBTQIA+, cet atelier a examiné de manière critique le projet de loi C-2 et le discours plus général sur la sécurité frontalière et la militarisation au Canada et dans le monde. Les intervenants ont souligné :

- La nécessité de cultiver une discipline d'espoir combatif, puisque les projets de loi C-2 et C-12 ne constituent pas de simples ajustements mineurs.
- Que les femmes immigrantes et réfugiées sont exposées à un risque accru de violence fondée sur le genre, comparativement aux femmes nées au Canada, en raison de vulnérabilités qui se recoupent : statut d'immigration, racisme, sexismme et précarité économique.
- Que la communauté LGBTQIA+ soit au cœur des efforts de plaidoyer, car elle est la plus touchée par le projet de loi C-12.

Effets domino : comment les changements politiques aux États-Unis influencent le paysage de l'asile et de la réinstallation au Canada

Cet atelier s'est concentré sur les répercussions des changements rapides apportés aux politiques et programmes migratoires américains sous l'administration Trump sur le système mondial d'accueil des réfugiés ainsi que sur le travail de réinstallation et d'établissement des organismes au Canada.

- Les panélistes ont souligné à quel point il est difficile de suivre le rythme des changements rapides dans les politiques américaines, ce qui affecte la capacité des organismes à réagir rapidement et à adapter leur travail.
- Alors que les États-Unis réduisent leur engagement, de nombreuses personnes espèrent que le Canada et d'autres pays élargiront leurs propres efforts de réinstallation. Le Canada est perçu comme un «chef de file humanitaire», avec des possibilités concrètes d'accroître le parrainage communautaire et de développer les voies d'accès complémentaires.
- Cependant, la réponse passive actuelle du Canada aux politiques américaines est préoccupante, ce qui rend d'autant plus impératif pour la société civile de continuer à contester l'ETPS et à réclamer des garanties plus solides pour les personnes migrantes et réfugiées qui traversent la frontière.

Au-delà du projet de loi : l'alliance avec jeunes contre les lois anti-migrants

Les panélistes de cet atelier ont discuté des implications du projet de loi C-12 (anciennement C-2) et de la nouvelle approche du gouvernement en matière d'application de la loi pour les jeunes migrants, ainsi que des moyens d'y répondre par le biais du plaidoyer et de la solidarité.

- Les personnes migrantes et réfugiées seront directement touchées par le projet de loi C-12 et ont le pouvoir de s'y opposer. Cependant, pour ce faire, il faut leur offrir davantage de plateformes, d'orientation et d'occasions de faire du plaidoyer pour leurs intérêts, et celles-ci doivent être accessibles.
- Chacun a la responsabilité individuelle de plaider contre le projet de loi C-12 dans son entourage et de défendre les personnes qui pourraient être touchées par les changements apportés au paysage de l'immigration.

D'autres ateliers ont également été organisés :

- Au-delà du système brisé : réimaginer les parcours de protection au Canada
- Renforcer la coopération fédérale-provinciale pour assurer un asile dans la dignité aux personnes demandeuses d'asile“
- Formation «On fait mieux ensemble» : comment utiliser les messages et la campagne
- Réparation collective : exercice pour un espoir durable



Résultats

Les groupes de travail se sont réunis deux fois pendant la consultation. Chaque groupe a discuté des enjeux prioritaires, élu des co-présidents et voté pour les points d'action suivants :

Protection outremer et Réinstallation

Points d'action pour le CCR :

- Maintenir l'accent sur le Soudan comme élément clé du plaidoyer en faveur de processus équitables pour les personnes réfugiées en Afrique
- Soutenir le plaidoyer visant à mettre fin à la complicité du Canada dans les exportations d'armes liées au conflit au Soudan
- Explorer des façons d'engager les membres dans une semaine ou une journée d'action à l'échelle nationale afin de promouvoir le soutien public à un accroissement de la réinstallation des personnes réfugiées (cela pourrait s'inscrire dans la campagne *On fait mieux ensemble*)

Points d'action pour les membres :

- Envisager des stratégies de plaidoyer en faveur de l'utilisation des voies d'accès complémentaires et de la création de nouvelles voies. Établir des liens avec le HCR, Talent Beyond Boundaries et EUMC afin d'en apprendre davantage et de collaborer à des programmes novateurs de voies d'accès complémentaires.
- Participer à la semaine ou à la journée d'action que le CCR pourrait organiser et engager les réseaux locaux afin de renforcer le soutien public en faveur d'une plus grande réinstallation des personnes réfugiées.
- Promouvoir le rapport sur l'Afrique en approchant les députés, en engageant les organismes communautaires africains, les groupes confessionnels et les signataires d'entente de parrainage (SEP), et en diffusant des messages sur les réseaux sociaux.

Réseau des jeunes

Points d'action

- Envisager des actions conjointes entre le personnel du CCR et le Réseau des jeunes afin d'élaborer des stratégies de messages adaptées aux jeunes et aux étudiants, pour répondre efficacement à la montée des discours hostiles envers les personnes immigrantes.

Protection au Canada

Points d'action pour le CCR :

- Participer aux discussions gouvernementales sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine de la migration.
- Soutenir le Réseau des jeunes dans la création d'une trousse à outils pour le plaidoyer en faveur des intérêts des jeunes concernant le projet de loi C-12.
- Organiser des séances créatives pour faciliter des remue-méninges sur les changements systémiques au sein du secteur

Points d'action pour les membres :

- Organiser un webinaire sur la technologie et la migration.
- Encouragez les jeunes à s'impliquer davantage contre le projet de loi C-12 et au sein du Réseau des jeunes du CCR.
- Recueillir des données sur les personnes expulsées qui font partie de la communauté LGBTQIA+.

Immigration et établissement

Points d'action pour le CCR :

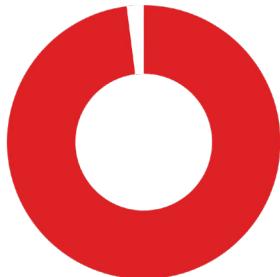
- Collaborer avec le *National Newcomer Collective for Truth and Reconciliation* afin d'élaborer des plans visant à garantir que l'engagement du CCR en faveur de la réconciliation se reflète dans la participation des membres et les événements organisés.

Points d'action pour les membres :

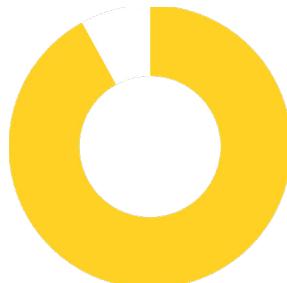
- S'engager dans l'apprentissage et la réflexion sur les histoires, les droits et les réalités actuelles des peuples autochtones, notamment par le biais de formations, de partenariats, de campagnes de plaidoyer et de dialogues communautaires.
- De plus, les groupes de travail ont discuté d'un éventuel point d'action pour identifier les obstacles à l'éducation primaire et secondaire auxquels sont confrontés les enfants et les parents en situation précaire ou sans statut d'immigrant dans tout le pays, ce qui pourrait éclairer les futures actions de plaidoyer auprès des membres provinciaux.

Évaluations

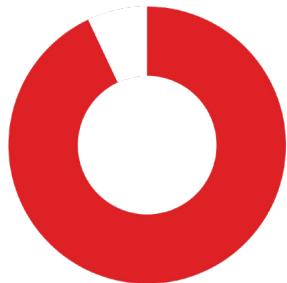
Les formulaires d'évaluation ont été distribués à la fin de l'événement, et envoyés par courriel.



98 % ont déclaré que la consultation était bien organisée



92 % ont déclaré que la diversité de notre secteur était bien représentée au niveau des personnes intervenantes et animatrices



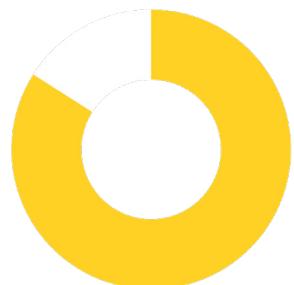
93 % ont déclaré qu'ils participeraient aux prochaines consultations du CCR



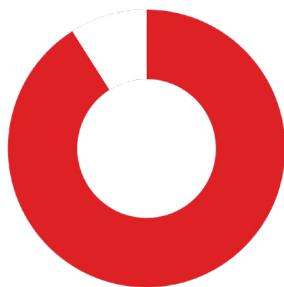
88 % ont déclaré que la consultation avait répondu à leurs attentes



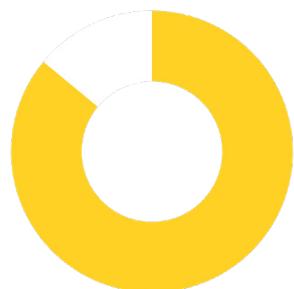
80 % ont déclaré que leurs besoins en matière d'accessibilité étaient satisfaits



84 % ont déclaré que la consultation était suffisamment bilingue



91 % ont déclaré avoir le sentiment que leurs contributions étaient encouragées et valorisées



86 % ont déclaré que le programme dans son ensemble était solide, notamment en ce qui concerne la qualité des sessions et la combinaison de plénières, de réunions et d'ateliers

Les participants ont partagé leurs réflexions !

«Toutes les séances auxquelles j'ai assisté ont été utiles et instructives !»

«Dialogue entre les communautés autochtones, les personnes nouvellement arrivées et les personnes réfugiées — j'ai beaucoup apprécié d'entendre les personnes autochtones intervenantes et j'aimerais en entendre davantage de la part des communautés autochtones (leurs perspectives sur les personnes réfugiées, notamment), ainsi que mieux comprendre comment établir des relations avec les communautés autochtones de manière appropriée.»

«Excellent travail ! C'est toujours un grand plaisir d'être en compagnie d'autres personnes œuvrant dans le secteur, et il est clair que beaucoup d'efforts ont été déployés pour offrir une expérience de grande qualité, propice à l'apprentissage et aux échanges.»

«Toutes les activités et les séances visant à renforcer la solidarité entre les communautés de personnes nouvellement arrivées et les communautés autochtones étaient très intéressantes et utiles. Winnipeg semble avoir mis en place de nombreuses initiatives inspirantes à cet égard, et il est réconfortant de voir autant d'organismes de personnes nouvellement arrivées travailler aux côtés des aînés et des communautés autochtones.»

Les bénévoles ont fait un travail formidable, tout semblait très bien organisé !

«La séance sur le Soudan a été très instructive. Elle a permis de faire entendre une grande diversité de voix et d'expériences soudanaises, ainsi que de présenter des exemples concrets et mesurables des écarts dans l'attention accordée par IRCC et le gouvernement fédéral au Soudan, comparativement à d'autres pays ayant vécu des crises humanitaires, comme l'Ukraine, la Syrie et l'Afghanistan. Je pense que cette séance a permis de dégager des points d'action significatifs et raisonnables.»

Remerciements

Nous sommes reconnaissants du soutien financier apporté par nos généreux commanditaires et bailleurs de fonds :



Fondation du Grand Montréal



Les ateliers ont été organisés par de nombreux bénévoles à travers le Canada, et nous leur sommes profondément reconnaissants pour leur contribution. Nous remercions également les personnes panélistes et animatrices, dont la participation a été essentielle au succès de la consultation !

Nous exprimons notre sincère gratitude aux membres du comité d'organisation local pour leur engagement, leur collaboration et/ou leur contribution financière inestimables à la réussite de cette conférence :

- Healthy Muslim Families (HMF)
- Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba (IRCOM)
- Manitoba Association of Newcomer Serving Organizations (MANSO)
- Mosaic Newcomer Family Resource Network
- New Journey Housing
- Newcomers Employment & Education Development Services (N.E.E.D.S)
- Regional Connections Immigrant Services
- Resilia Community Wellness Centre
- Somali Help-Age Association